

Mesurer la pauvreté dans le contexte des pays à faible revenu : outils et perspectives

KOSMOWSKI Frédéric*

■ *La réduction de la pauvreté apparaît comme l'un des axes majeurs des politiques de développement. La pauvreté est toutefois d'un concept difficile à définir, et difficile à mesurer : un fossé existe entre ce qu'il faudrait idéalement mesurer, et ce qui est mesuré dans les faits. Cette communication présente les deux approches dominantes de la pauvreté – la pauvreté monétaire et la pauvreté multidimensionnelle – tout en soulignant leurs limites. Centrée sur le ménage, ces deux indicateurs sont limités en termes d'approche individuelle de la pauvreté. L'approche monétaire est confrontée au problème de l'hétérogénéité des besoins de consommation et peine à intégrer le rôle social joué par certaines formes de dépenses. L'approche multidimensionnelle souffre d'un manque de compréhension des relations qui existent entre les multiples privations. La conception de l'enquête quantitative du programme « Familles, Genre et Activité en Afrique » (FAGEAC) – ANR-10-SUDS-005-01 – 2010-2013, réalisée dans les villes de Cotonou, Lomé et Ouagadougou répond à ces préoccupations conceptuelles et méthodologiques. En offrant la possibilité d'utiliser différentes conceptions du ménage, en collectant les liens de façon plus détaillée, l'enquête devrait permettre une lecture plus fine de la pauvreté en milieu urbain. L'utilisation de mesures qualitatives de perception des besoins de consommation et de la méthode du carnet de dépenses individuelles devraient en outre permettre une comparaison de ces deux approches de la pauvreté, réputées irréconciliables.*

Préoccupation fondatrice des sciences sociales (Simmel, 1907 ; Halbwachs, 1912 ; Lazarsfeld, 1932), l'étude des formes de pauvreté reste un siècle plus tard encore l'objet d'une attention bien réelle (Castel, 2003 ; Paugam, 2005). Si cette question est restée centrale, c'est d'abord en regard des enjeux. À l'échelle nationale comme globale, la pauvreté apparaît aux yeux de beaucoup comme un état de fait inacceptable que l'on se doit de corriger. C'est aussi parce qu'elle met en lumière les liens entre la science et la politique, entre la compréhension et l'action. Mesurer correctement apparaît comme un préalable indispensable à l'action politique. Mieux comprendre permet indiscutablement de mettre en place les instruments politiques adéquats. La pauvreté reste toutefois un concept difficile à définir et difficile à mesurer. Tous les indicateurs de pauvreté connaissent des contraintes liées aux données disponibles et aux objectifs qui leur sont assignés.

Si elle porte sur la thématique de la pauvreté, cette communication se place dans une perspective internationale. Ces dernières années, le débat sur l'identification des populations pauvres au niveau global a suscité un regain d'intérêt (Chen & Ravallion, 2008 ; Stiglitz & Sen, 2009 ; Alkire & Santos, 2010 ; Beegle *et al.*, 2012).

* Doctorant en Sociologie.

Institut de Recherche pour le Développement, LPED UMR, 151, Aix Marseille Université, 13 331, Marseille, France.

La grande majorité des pays à faible revenu disposent aujourd'hui de données représentatives sur les revenus ou les dépenses de consommation des ménages. Toutefois, les connaissances sont nécessairement limitées par les instruments utilisés et les types de données disponibles. Ainsi, le rapport des Objectifs du Millénaire (PNUD, 2010) note qu'en Afrique subsaharienne « *plus de la moitié des pays ne disposent pas de suffisamment de données pour faire des comparaisons sur l'ensemble des OMD* ». La mauvaise qualité des données pousse parfois à la recherche de solutions, qui peuvent passer par l'emploi d'autres sources, comme les Enquêtes Démographiques et de Santé (Young, 2010), ou parfois plus inattendues, comme l'utilisation de la luminosité nocturne, mesurée par images satellites (Henderson *et al.* 2008).

Aux limites liées à la qualité et à la disponibilité des données s'ajoutent celles des objectifs assignés aux indicateurs de pauvreté. La nécessité de délivrer une information synthétique, et dont on peut suivre l'évolution afin d'appuyer des décisions politiques pousse à un certain nombre de choix méthodologiques.

Se pose d'abord la question de l'échelle d'analyse pertinente. Chaque échelle répond à des préoccupations politiques spécifiques. Au niveau global, les indicateurs ont l'objectif assigné de mesurer les progrès en matière de lutte contre la pauvreté. L'objectif n° 1 des objectifs du millénaire (OMD) est de réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont les dépenses sont inférieures à \$1.25 par jour. S'ajoutent des objectifs de comparabilité entre les pays, afin de permettre une allocation de l'aide aux pays les plus pauvres.

Cette question de l'échelle pertinente se retrouve au niveau du débat sur la condition relative ou absolue de la de pauvreté. La condition absolue considère que la non satisfaction des besoins primaires est fondamentale dans la définition de la pauvreté. Il existe un niveau de vie, de santé, d'éducation et de logement minimum auquel chacun devrait pouvoir prétendre. À l'inverse, la condition relative considère qu'un seuil de pauvreté doit se mesurer comparativement aux autres membres de la société. L'approche par les « capacités », introduite par Amartya Sen (1985) insiste sur la possibilité pour un individu de réussir ou d'entreprendre une action, et non sur l'action elle-même. Selon Sen, il est préférable d'utiliser une approche absolue pour les capacités, tandis que revenu et ressources peuvent se mesurer par l'approche relative.

Au niveau global, les différentes approches – l'approche monétaire comme l'approche multidimensionnelle – se situent dans une perspective absolue. La Banque Mondiale considère ainsi qu'il existe un seuil minimum de dépenses quotidiennes, considéré comme universel (Ravallion, 1991). C'est l'approche privilégiée pour fixer la pauvreté au seuil de \$1.25 par jour (Chen & Ravallion, 2008). C'est également le cas de l'IPM, mesure multidimensionnelle adoptée par le PNUD en 2010, qui considère que certaines privations doivent disparaître, de manière absolue.

Ce débat sur la question des échelles et des approches appropriées pousse à se demander si la notion de pauvreté est universalisable dans les faits. Il existe en effet dans chaque pays des réalités spécifiques, liées au climat, à la culture qui peuvent conditionner les situations de pauvreté.

Cette communication s'articule en deux parties. Il s'agit d'abord de présenter deux approches concurrentes de mesure de la pauvreté dans les pays à faible revenu (1) ; Ceci nous permet de mettre ensuite en lumière les limites dans notre compréhension des situations de pauvreté avant de suggérer de nouvelles perspectives, à l'aide de plusieurs outils conceptuels et méthodologiques (2).

Les indicateurs de pauvreté

Dès lors que l'on cherche à identifier, quantifier et comparer à différentes échelles, la méthode quantitative apparaît comme la plus pertinente pour les décideurs politiques. Un indicateur de pauvreté doit en effet permettre d'effectuer des comparaisons dans le temps et entre pays. Nous verrons cependant que l'apport d'un ensemble de méthodes qualitatives, en interrogeant les perceptions de la pauvreté, permettent d'affiner les mesures de pauvreté, tout en y introduisant une dimension relative. Statistiquement, deux types de variables peuvent être mobilisés pour identifier les populations pauvres et construire un indice synthétique :

- Des variables numériques : le revenu, les dépenses, la consommation ou le patrimoine.
- Des variables catégorielles : l'éducation, la santé, le logement.

Ces deux types de variables donnent lieu à deux conceptions de la pauvreté (monétaire ou multidimensionnelle) et à deux façons de la mesurer. Portée par les sciences économiques, l'approche numérique s'impose au début des années 1990. Ce n'est que récemment que l'approche catégorielle, que l'on retrouve à une échelle nationale dans l'Indicateur de Développement Humain (IDH) a été adoptée à l'échelle des ménages (Alkire & Santos, 2010).

Nous passons en revue ces deux approches conceptuelles et méthodologiques dans une première partie avant de montrer qu'elles donnent lieu, dans les faits, à des résultats très différents.

L'approche monétaire

L'utilisation de variables numériques pour mesurer la pauvreté dans les pays à faible revenu a donné naissance à une approche monétaire de la pauvreté. Adoptée depuis maintenant 30 ans comme instrument de lutte contre la pauvreté par la Banque Mondiale (Ravallion, 1991), l'approche monétaire de la pauvreté conçoit la pauvreté comme un manque de ressources monétaires, mesuré empiriquement par la consommation par tête des ménages. Le concept économique « d'utilité » sert de base conceptuelle à l'approche monétaire. En théorie, une ligne de pauvreté doit mesurer le coût d'un niveau d'utilité commun au ménage au sein d'une société donnée.

La construction de l'indicateur repose sur les enquêtes nationales sur les niveaux de vie et la consommation des ménages. Deux méthodes de collecte sont généralement employées pour mesurer la consommation des ménages. L'utilisation du questionnaire est la méthode la plus courante. Elle oblige l'enquêté à un effort de mémoire sur ses dépenses du mois ou de la semaine précédente (selon les enquêtes). Une seconde méthode est celle du carnet de dépenses, généralement confié au chef de famille.

Selon la disponibilité des données, la pauvreté est calculée en utilisant soit les revenus du ménage ; soit, le plus souvent, les dépenses de consommation du ménage. La variable est ensuite pondérée par le nombre d'adultes du ménage. Afin d'établir des comparaisons internationales, le revenu national est corrigé du coût de la vie (inflation), ce qui permet de calculer la Parité de Pouvoir d'Achat Ajustée.

Chen & Ravallion (2008) utilisent des données de 2005 pour aboutir au seuil d'\$1.25 par jour et par adulte. La nouvelle ligne de pauvreté est une moyenne des 15 pays les plus pauvres en termes de

consommation par tête, dont 13 sont situés en Afrique sub-Saharienne. Les personnes sont identifiées comme pauvres au plan monétaire si la consommation journalière par tête du ménage est inférieure à ce seuil d'\$1.25 par jour.

Limites

L'approche monétaire absolue présente un certain nombre de limites qu'il est nécessaire de souligner.

Elle ne prend pas en compte l'hétérogénéité des besoins de consommation

Ravallion & Chen (2009) reconnaissent que revenu et dépenses échouent à rendre compte des situations de pauvreté de manière pleinement satisfaisante. Sous l'influence des travaux d'Amartya Sen, l'approche monétaire s'est enrichie et tente de tenir compte des obligations sociales et des besoins monétaires liés à l'hétérogénéité des besoins de consommation. La composition démographique des ménages peut en effet jouer un rôle important dans la prévalence des situations de pauvreté. Une meilleure compréhension des besoins de consommation selon la composition des ménages permettrait de mieux appréhender les situations de pauvreté, tout en limitant le biais lié à des économies d'échelle mal appréhendées.

Les données recueillies ne nous renseignent pas sur la pauvreté des individus qui composent le ménage

La mesure de la pauvreté monétaire repose sur l'hypothèse d'un partage des ressources au sein du ménage. Cette hypothèse a été malmenée par un certain nombre de travaux qui montrent que la prise en compte des inégalités de dépenses à l'intérieur du ménage peut mener à une sous-estimation du niveau de pauvreté des individus (Haddad & Kanbur, 1990). Il en résulte une catégorisation qui s'applique à des individus non pauvres ; alors que l'on oublie des individus pauvres.

Les choix méthodologiques effectués par les différentes enquêtes nationales influencent beaucoup les résultats

L'utilisation d'enquêtes reposant sur des méthodologies différentes est problématique. Le choix de la variable (revenu ou consommation), de la méthode de collecte (recueil par questionnaire ou carnet de dépenses), de la période de référence (un mois, une semaine) et du niveau d'analyse (ménage ou individus) influence les résultats. Une enquête, destinée à comprendre l'impact du choix des définitions et des méthodes sur la classification de la pauvreté réalisée en Tanzanie (Beegle *et al.*, 2012) montre la nécessaire prise en compte de ces choix lors des comparaisons entre pays.

Elle est peu adaptée à la variation du coût de la vie en milieu urbain et rural

Chercher à saisir un montant minimum permettant de satisfaire les besoins de consommation nécessaires pousse à des opérations complexes afin de rendre compte des différences liées au coût de la vie entre les pays, et au sein même des pays. Ce n'est que récemment que ce problème a fait l'objet d'une mise à jour des données pour tenir compte des différences de prix des biens de première nécessité en milieu rural et urbain (Chen & Ravallion, 2008). Ce biais plaide pour l'introduction de limites géographiques dans l'établissement d'indicateurs de pauvreté nationaux.

L'approche multidimensionnelle

Au sein de l'approche multidimensionnelle, la pauvreté est définie comme une situation de vulnérabilité, engendrant de nombreuses conséquences sur le bien être. C'est le cas par exemple d'une mortalité infantile plus importante, d'un accès à l'école ou d'un niveau d'instruction insuffisant pour répondre aux obligations quotidiennes. Cette situation crée des cercles vicieux où les causes et conséquences de la pauvreté se renforcent mutuellement. On peut citer le cas de l'impact négatif de la mauvaise santé (malaria, sida) sur la richesse ; l'impact du manque d'éducation sur la productivité, etc.

Ainsi, la pauvreté naît d'une situation de multiples privations. Ce sont ces différentes privations, absentes des mesures monétaires, que les indicateurs de pauvreté multidimensionnels tentent de saisir. Les indicateurs de pauvreté multidimensionnelle sont plus difficiles à mettre en œuvre, dès lors qu'ils poussent à un ensemble de choix d'arbitrage – type de variable définissant une situation de pauvreté et pondération entre ces variables – pas toujours facile à justifier scientifiquement. Ce point est sévèrement critiqué par Ravallion (2011).

L'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM) est une approche opérationnelle de la pauvreté que nous présentons ici. En 2010, le bureau du rapport sur le développement humain du PNUD a publié un indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) couvrant 104 pays en développement (Alkire & Santos, 2010). Cet indice permet d'identifier les situations de pauvreté au niveau du ménage, ce que l'Indice de Développement Humain (IDH) réalisait au niveau national depuis le début des années 1980.

Les enquêtes utilisées sont les enquêtes « Demographic and Health Surveys » (DHS), les « Multiple Indicator Cluster Surveys » (MICS) et les « World Health Survey » (WHS) pour 19 pays (Alkire, 2011). L'IPM utilise dix variables, regroupées en trois dimensions (Tableau 1). L'éducation (2), la santé (2) et le niveau de vie (6) sont les trois dimensions considérées comme constitutives de la pauvreté.

Chaque dimension est pondérée d'un tiers. La pondération est ensuite répartie entre les différents indicateurs. Ainsi, la dimension « Niveau de vie » ayant le nombre d'indicateurs le plus important, chaque indicateur possède un poids plus faible (5,56 %). Les personnes sont identifiées comme pauvres au plan multidimensionnel si elles souffrent de privations dans au moins 30 % des indicateurs pondérés.

Limites

Les limites à l'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle sont exposées dans Alkire (2011).

La détermination des pondérations

Trop peu de connaissances existent aujourd'hui sur les relations entre les différentes privations pour pouvoir déterminer le poids de chaque dimension. Se posent ainsi des problèmes liés à la robustesse des pondérations, à leur source et à l'espace auquel elles se rapportent. Ce point est critiqué par Ravallion (2011) qui préconise de fonder les pondérations sur la base des choix effectués par les populations pauvres.

Tableau 1. Dimensions, indicateurs et pondérations de l'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM)

<i>Dimension</i>	<i>Indicateur</i>	<i>Souffrant de privations si...</i>	<i>Pondération</i>
Éducation	Années de scolarisation	Aucun membre de la famille n'a achevé 5 années de scolarisation	16,67 %
	Fréquentation scolaire	Au moins un enfant en âge d'aller à l'école ne fréquente pas l'école pour des âges de scolarisation de 1 à 8 ans.	16,67 %
Santé	Mortalité infantile	Un enfant est décédé au sein de la famille	16,67 %
	Nutrition	Tout adulte ou enfant pour lequel nous avons des informations nutritionnelles est malnutri	16,67%
Niveau de vie	Électricité	Le ménage n'a pas accès à l'électricité	5,56 %
	Combustible de cuisine	Le ménage cuisine avec du bois, du fumier ou du charbon	5,56 %
	Sol	Le sol du ménage est couvert de saleté, de sable ou de fumier	5,56 %
	Assainissement	Le ménage n'a pas d'assainissement adéquat (selon les directives des OMD) ou cet assainissement est partagé.	5,56%
	Eau	Le ménage n'a pas d'eau potable buvable (selon les directives des OMD) ou cette eau se trouve à plus de 30 minutes de marche.	5,56 %
	Actifs	Le ménage ne possède pas plus qu'un de ces éléments : radio, télévision, téléphone, bicyclette, mobylette, ou réfrigérateur ; et ne possède également ni voiture ou camion.	5,56 %

Source : Alkire, (2011)

Il est nécessaire de disposer de données exactes sur chaque dimension pour une même unité d'analyse

Afin de remplir son objectif, l'IPM doit faire l'objet d'enquêtes spécifiques permettant de recueillir des privations au sein d'une même population. Il est ainsi essentiel qu'une privation soit ressentie au sein d'une même unité d'analyse, et pas en moyenne au sein d'une société. L'agrégation de différentes moyennes, concernant des individus différentes n'aurait pas de sens.

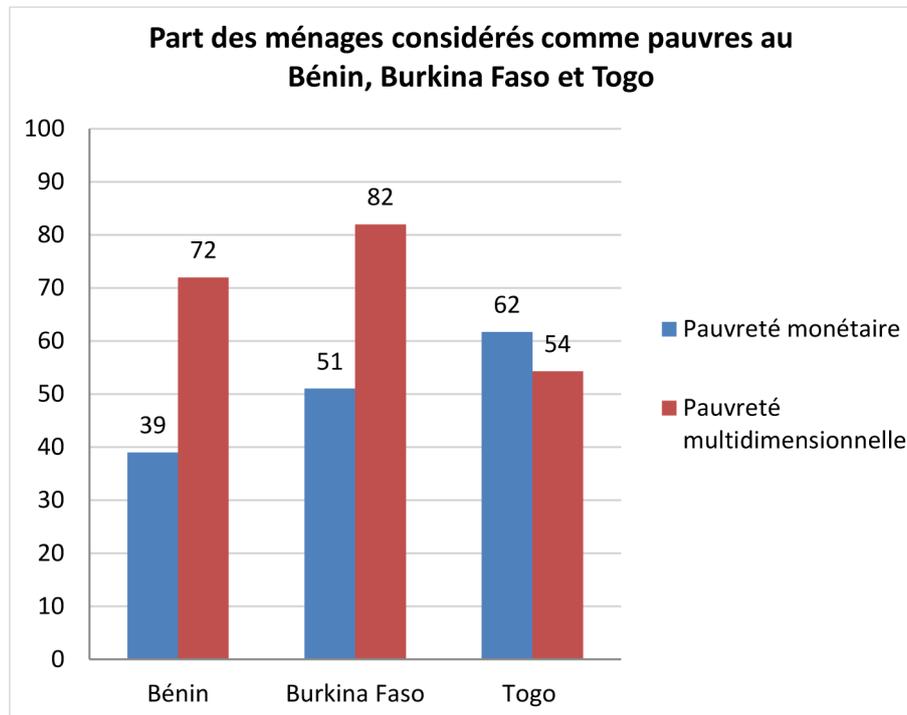
Certaines dimensions du niveau de vie reflètent des choix personnels ou culturels

L'Indice de Pauvreté Multidimensionnel (IPM) retient par exemple le combustible de cuisine (charbon, bois) comme un des indicateurs du niveau de vie. On peut dire que cette dimension n'est pas adaptée aux pays au règne un climat tropical. Cuisiner dans une pièce à l'intérieur peut réchauffer la pièce et rendre la maison irrespirable (fumée). Cuisiner à l'extérieur est donc une pratique courante, inscrite dans la tradition et la culture.

Deux conceptions de la pauvreté, deux types de variables permettent de mesurer deux facettes de la pauvreté. Dans les faits, les deux indicateurs donnent également des résultats très différents (Figure 1).

Alkire (2010) souligne que si l'on observe à l'échelle globale une relation générale entre revenu et pauvreté multidimensionnelle, des différences importantes peuvent exister au sein des pays. Ainsi, pour

Figure 1. Comparaison des indicateurs de pauvreté monétaire et multidimensionnelle au Bénin, Burkina Faso et Togo



Données : PNUD (2010), WB (2012).

Note : Données 2006, à l'exception de la pauvreté monétaire au Bénin et Burkina Faso (2003) ; La pauvreté monétaire est mesurée à l'aide des lignes de pauvreté nationale

deux des pays concernés par le programme FAGEAC, la pauvreté monétaire est inférieure à la pauvreté multidimensionnelle. Ce n'est pas le cas au Togo, où l'incidence de la pauvreté monétaire est supérieure à celle de la pauvreté multidimensionnelle. L'écart entre les deux mesures peut être faible (Togo) ou important (Bénin et Burkina Faso).

Nous partageons l'idée que c'est par l'introduction de nouveaux outils, de davantage de flexibilité dans le choix des concepts et du niveau d'analyse que l'on peut mieux appréhender les situations de pauvreté. Ceci n'est possible que par la mise en œuvre d'une enquête permettant de disposer d'une base de données unique sur laquelle calculer les différents indicateurs. La conception de l'enquête FAGEAC répond à ces préoccupations conceptuelles et méthodologiques.

La démarche du programme FAGEAC

Le programme « *Familles, Genre et Activité en Afrique Sub-saharienne (FAGEAC) – ANR-10-SUDS-005-01 – 2010-2013* » se propose de traiter des recompositions familiales à l'œuvre dans trois villes africaines à travers l'étude des rapports sociaux de sexes et plus précisément de l'évolution des rôles féminins et masculins dans la satisfaction des besoins élémentaires des membres du ménage. La dimension des revenus et dépenses des ménages apparaît comme essentielle aux objectifs du programme.

Une enquête quantitative, basée sur un échantillon représentatif des populations urbaines (N = 1500) est en cours dans les villes de Ouagadougou (Burkina Faso), Lomé (Togo) et Cotonou (Bénin). Cette enquête va permettre de renseigner les deux approches de la pauvreté décrites plus haut, ce qui permettra d'apporter un éclairage sur les synergies possibles entre les deux approches.

Quatre choix conceptuels et méthodologiques vont permettre, nous l'espérons, d'apporter des connaissances nouvelles sur les situations de pauvreté urbaine en Afrique Sub-saharienne. Il s'agit du choix de plusieurs unités d'analyse (1), d'une connaissance détaillée des liens intra-ménage (2), de la perception des besoins de consommation (3) et de la méthode du carnet individuel de dépenses (4).

Plusieurs unités d'analyse possibles

On a vu que les indicateurs de pauvreté restent prisonniers des contraintes liées aux concepts utilisés. Le concept de ménage, unité statistique de base qui est utilisé par les deux indicateurs, n'échappe pas à cet axiome.

Le concept de ménage appréhende mal certaines réalités des pays à faible revenu. Plusieurs travaux ont montré à quel point le dépassement du concept de ménage permettait de renouveler l'étude de la famille en Afrique (Hertrich, 1997 ; Peatrack, 1997), peu comparable aux classifications occidentales. Ainsi, le concept ignore les compositions familiales multi-résidentielles, comme c'est le cas des ménages polygames dirigés par des hommes qui ne co-résident avec aucune de leur épouse (Sanni, 2011). Une étude récente réalisée au Mali utilise la méthode de l'expérimentation aléatoire pour tester l'impact de la définition du ménage sur la composition, la consommation et la production des ménages (Beaman & Dillon, 2012). Selon la définition adoptée, les résultats montrent des variations importantes dans les ménages retenus, ce qui impacte la mesure de la consommation du ménage. Les auteurs concluent sur deux implications potentiellement contradictoires : d'une part sur la nécessité de faire reposer les comparaisons dans le temps et entre pays sur une définition commune ; d'autre part sur l'importance d'identifier l'unité de décision économique pertinente, qui peut varier selon les objectifs de recherche. De manière générale, on peut distinguer quatre perspectives pour définir l'unité du ménage.

- Vivre sous le même toit : l'unité du logement
- Avoir dormi dans le ménage la veille
- La consommation commune de nourriture
- L'unité des ressources

C'est cette dernière conception du ménage, basée sur l'unité de décision économique et l'unité des ressources qui semble la plus pertinente pour étudier les situations de pauvreté. Il est toutefois intéressant de disposer des différentes mesures en guise de comparaison. Tout en conservant le concept de ménage, l'enquête FAGEAC permettra d'intégrer la dimension des ressources, de leur circulation à l'analyse de la pauvreté.

Des données détaillées sur les liens intra-ménages

Un reproche souvent fait au concept de ménage adapté aux sociétés africaines est qu'il distingue mal les liens intra-ménages. La plupart du temps, seuls les liens avec le chef de ménage sont recensés. On ne peut en savoir davantage sur les liens qui unissent les différents membres du ménage.

Tableau 2. Tableau des liens de parenté du ménage

N° d'ordre	1	2	3	4	5	6	7	8
1	■							
2	■	■						
3	■	■	■					
4	■	■	■	■				
5	■	■	■	■	■			
6	■	■	■	■	■	■		
7	■	■	■	■	■	■	■	
8	■	■	■	■	■	■	■	■

L'enquête FAGEAC comprend un module destiné à renseigner les liens bilatéraux au sein du ménage. Le Tableau des liens de parenté du ménage (Tableau 2), présenté sous forme de matrice, permet de coder les liens entre chaque membres du ménage (ex : 02= Père/mère ; 14=Oncle/tante paternelle). On peut de cette façon dépasser l'approche classique des enquêtes par ménage, qui consiste à ne renseigner que les liens avec le chef de ménage.

Perspectives

Dans le cadre d'une analyse de la pauvreté, le choix d'une variabilité des concepts, qui permet de travailler sur des données plus fines va permettre de davantage comprendre le partage des ressources, en ouvrant cette boîte noire qu'est le concept de ménage.

Il sera ainsi possible de comprendre l'influence de la définition du ménage sur le regroupement des individus et son impact sur la mesure de la pauvreté. Dans quelle mesure les individus regroupés varient-ils selon la définition adoptée, d'un pays à l'autre ? Une seconde piste concerne le choix d'une définition du ménage qui soit adaptée à l'étude de la pauvreté. On l'a vu, les enquêtes nationales sur lesquelles se basent les indicateurs de pauvreté monétaire utilisent des définitions du ménage différentes. Nous faisons l'hypothèse que partir des unités économiques, sans pour autant négliger le poids des obligations familiales est un bon point de départ conceptuel à l'étude des formes de pauvreté.

La perception des besoins de consommation

On l'a vu, une des limites des mesures de pauvreté monétaire réside dans l'hétérogénéité de la consommation des ménages. Il existe en effet des besoins différents en fonction des lieux où l'on vit et des préférences des individus. Assumer un socle commun de besoins de consommation est dès lors un choix trop restrictif. À cela s'ajoute la difficulté d'identifier certains aspects de la richesse indétectables par le niveau de consommation. C'est le cas, par exemple, des obligations sociales de don liées aux festivités, dont on sait qu'elles peuvent constituer dans certains contextes culturels jusqu'à 14 % du budget des ménages les plus pauvres (Banerjee & Duflo, 2007).

Des questions qualitatives, destinées à recueillir la perception des individus de leur consommation adéquate, peuvent aider à affiner les mesures de la pauvreté. On cherche par là à savoir si l'interrogé pense que sa consommation actuelle est adéquate, si les besoins de consommation du ménage sont satisfaits.

Ces méthodes ont été testées avec succès dans différents pays développés (Stanovnik, 2000) mais trop peu d'études existent sur les pays à faible revenu (Lokshin *et al.*, 2004 ; Pradhan & Ravallion, 2000). Parmi les difficultés à sa mise en œuvre, on peut citer le fait que le « revenu » n'est pas toujours un concept bien défini, perçu de la même manière d'un ménage à l'autre. Selon Ravallion *et al.* (2000), il n'est aujourd'hui pas certain que l'on puisse obtenir des réponses fiables à ce type de question dans les pays à faible revenu. De plus, ces questions relatives à la perception des dépenses adéquates sont généralement calculées séparément des questions liées aux dépenses. Seul un rapprochement des deux instruments permettrait d'étudier la validité des réponses obtenues. Les perspectives de recherche ouvertes par l'utilisation d'un tel outil sont donc importantes.

Trois approches ont été utilisées dans le questionnaire FAGEAC. D'abord, une question sur la perception des enquêtés de leur propre statut social :

M112

Sur une échelle de 1 à 10, 10 désignant les ménages les plus riches et 1 les ménages les plus pauvres du pays, à quel niveau situez-vous votre ménage ?

Cette question est posée au chef de ménage, mais aussi au niveau individuel, ce qui permettra de se pencher sur la question de l'échelle d'analyse pertinente et de l'homogénéité des perceptions au sein du ménage. Cette question introduit en outre une dimension relative à l'analyse de la pauvreté monétaire. Une question numérique sur la perception des dépenses de consommation minimales est également posée :

M113

Quelles dépenses mensuelles considérez-vous personnellement comme minimales pour couvrir les besoins de votre famille ?

Cela signifie qu'en dessous de cette somme vous ne pourriez subvenir à vos propres besoins et ceux des personnes qui dépendent de vous.

Ensuite, de façon à vérifier la cohérence des réponses précédentes, on introduit l'idée d'adéquation de la consommation (Pradhan & Ravallion, 2000) à travers différentes dimensions des dépenses. Le principe est similaire mais on intègre les différents aspects de la pauvreté. Il s'agit d'interroger la perception de l'adéquation des dépenses de logement, nourriture, santé, scolarité et festivités avec les besoins du ménage. Cette question est uniquement posée au chef de ménage.

M111

Au cours, des 12 derniers mois, vous est-il arrivé, par manque de moyens :

[Enquêteur : inscrire dans les champs 1 = Oui ; 0=Non]

- a) De devoir manger moins
- b) De ne pas pouvoir faire face aux dépenses de santé d'un membre du ménage
- c) De devoir déscolariser un enfant ou le changer d'établissement
- d) D'avoir des impayés de loyer ?
- e) D'avoir des impayés de charges (eau/électricité)
- f) De ne pas pouvoir participer à une fête religieuse ou familiale ?

Le test de l'enquête a permis d'apporter certains correctifs. D'abord, le concept de ressources financières est effectivement difficile à interpréter pour certains ménages. Il a été remplacé par celui de « dépenses mensuelles ». Le travail de l'enquêteur est ici crucial pour s'assurer de l'homogénéité des réponses recueillies. Ensuite, l'horizon temporel de la question *M111* a été élargi, passant de 1 à 12 mois.

Perspectives

L'apport de ces questions liées à perception des besoins de consommation se trouve à plusieurs niveaux. Méthodologiquement, il s'agit d'abord de tester si cette technique de recueil est pertinente dans le contexte des pays à faible revenu. Le fait de disposer de plusieurs questions au niveau du ménage et de ses membres adultes nous permet de comparer la cohérence des résultats. Les liens entre consommation réelle et besoins de consommation permettront de juger de la validité des mesures de pauvreté monétaire et multidimensionnelles. On pourra ainsi savoir combien de ménages se perçoivent comme pauvre sans l'être ; et combien sont pauvre sans se percevoir comme tel. Enfin, la question des économies d'échelle et de l'influence de la taille et de la composition du ménage sur les besoins de consommation est aussi une piste de recherche potentielle. Si les indices de pauvreté monétaire décrivent souvent les ménages les plus nombreux comme plus pauvres, qu'en est-il au niveau des perceptions ?

Le carnet de dépenses individuel

Les deux indicateurs de pauvreté présentés plus haut, qui se situent au niveau du ménage, échouent à rendre compte des situations individuelles de pauvreté. Pourtant, on sait que les inégalités intra-ménages influencent la pauvreté de manière significative (Haddad & Kandhur, 1990).

Dans leur comparaison des méthodes de mesure de la consommation, Beegle *et al.*, (2012) considèrent la méthode du carnet de dépense individuel (avec supervision fréquente) comme une référence à partir de laquelle les autres méthodes de recueil sont comparées. La méthode du carnet est toutefois réputée coûteuse et difficile à mettre en œuvre auprès des populations illettrées.

Cet outil du programme FAGEAC est conçu pour recueillir les entrées et les sorties de ressources (argent ou dons en nature) de chaque membre du ménage âgé de plus de 12 ans. Pensé en collaboration étroite avec le questionnaire, le remplissage des carnets fera l'objet de relances, d'appels et de visites quotidiennes de la part des enquêteurs.

La phase de test s'est déroulée sur 5 jours. Nous avons fait le choix d'une supervision fréquente. Après un entretien avec les enquêtés lors de la remise des carnets, les enquêteurs sont entrés en contact chaque jour avec les enquêtés, en alternant visites et appels téléphoniques.

Dans le quartier de Gbédromédé (Cotonou), 13 ménages ont été enquêtés, avec un total de 35 carnets recueillis. La population enquêtée était volontairement hétérogène, comprenant des ménages nucléaires sans enfants (N = 8) ; avec enfants (N = 10) ; monoparentaux (N = 3) et des personnes seules (N = 2). La moitié était composée d'au moins une personne salariée (N = 5) ou d'au moins une personne ayant des difficultés d'écriture.

Le carnet comprenait pour chaque jour une page pour les entrées et une page pour les sorties. Quatre informations ont été recueillies : la nature de l'échange (par exemple : argent, fruits), le receveur, le type d'échange (achat, don, prêt), la quantité et le montant lorsque qu'il s'agit d'une transaction monétaire. L'intitulé des variables à saisir a été volontairement simplifié (Tableau 3).

Tableau 3. Variables recueillies dans le carnet de dépenses

N°	NATURE	POUR QUI	ACHAT, DON, PRÊT	QUANTITÉ	MONTANT
1	Essence	Moi-même	Achat		2000
2	Quête	Église	Don		500

L'adhésion des enquêtés a été bonne, avec seulement deux abandons. Les difficultés de recueil sont liées à la volonté, la disponibilité et au niveau d'éducation des enquêtés. Les enquêteurs soulignent que l'enjeu est à la fois d'obtenir et de conserver l'adhésion des enquêtés, par un « *esprit de familiarité* ». Ainsi, « *Pour une bonne réussite, il faut un contact régulier et quotidien* ». À l'issue du test, tous les enquêteurs déclarent penser que la méthode est applicable, si l'effort est mis sur une supervision fréquente.

La solution aux problèmes rencontrés lors du test est d'une part de sélectionner rigoureusement les ménages enquêtés selon leur volonté de participation et leur disponibilité. Les premiers jours de collecte doivent faire l'objet d'une grande attention afin de repérer les possibles défections ou les carnets incomplets ; d'autre part de donner un rôle plus important aux enquêteurs, par une visite quotidienne le soir (en accord avec l'enquêté) et des « appels de remplissage » le midi et après-midi. Lors des visites, on peut s'assurer du bon remplissage par des questions complémentaires. Les ménages illettrés doivent faire l'objet d'une attention étroite lorsque c'est nécessaire ; la phase de test a en effet révélé que souvent, un membre du ménage peut aider la personne à remplir son carnet.

Un sous-échantillon sera tiré à partir de l'enquête quantitative. Une question portera sur la volonté des ménages de participer à l'enquête par carnet. Nous envisageons deux fois une semaine de collecte, en début et en fin de mois.

Perspectives

Le test du carnet de dépense individuel nous a montré que la réussite de cette méthode de recueil des données tient essentiellement aux efforts de collecte qui y sont alloués. Cet effort semble aujourd'hui nécessaire pour détailler plus finement les situations de pauvreté.

Le premier apport est de disposer de trois types de mesures de la consommation. On pourra ainsi comparer les dépenses déclarées (questionnaire), les dépenses réelles effectuées (carnet) et la perception des dépenses adéquates (questionnaire) au niveau du ménage comme de ses membres. Il s'agit également de comprendre la place des échanges non monétaires, expression des réseaux de solidarité selon le niveau de vie des individus. La question du partage des ressources et de la circulation monétaire au sein du ménage est également importante. On peut se demander s'il existe une organisation des dépenses selon le sexe ou la composition démographique du ménage. Enfin, d'un point de vue méthodologique, l'expérience de la collecte peut contribuer à construire des indicateurs de suivi afin de mieux repérer les ménages susceptibles de perturber la collecte. Des informations sur le coût de cette technique de recueil avec supervision fréquente peuvent également être utiles à la mise en œuvre d'enquêtes futures.

Conclusion

Deux questions traversent cette communication. Dans quelle mesure les indicateurs de pauvreté permettent-ils d'identifier et de comprendre les situations de pauvreté est la première question que nous nous sommes posés. Les approches monétaires et multidimensionnelles de la pauvreté ont été présentées. En apparence irréconciliables, ces deux mesures sont imparfaites car soumises à des contraintes conceptuelles et méthodologiques.

La seconde question concernait les concepts et outils qui peuvent permettre de mieux mesurer et mieux comprendre les situations de pauvreté. L'enquête quantitative que nous menons au sein du programme « *Familles, Genre et Activité en Afrique* » (FAGEAC) – ANR-10-SUDS-005-01 – 2010-2013, réalisée dans les villes de Cotonou, Lomé et Ouagadougou, apportera, nous l'espérons, un éclairage nouveau sur les problématiques de la pauvreté en milieu urbain.

La boîte noire du ménage, de laquelle sont prisonnières les deux approches, doit être ouverte à l'aide d'outils différents pour comprendre la pauvreté individuelle. La circulation des ressources au sein du ménage est trop peu documentée de façon quantitative. Un approfondissement des liens familiaux permettrait également de mieux comprendre la pauvreté du point de vue des individus qui composent le ménage.

L'enjeu principal de l'étude des multiples privations est, comme le souligne le rapport Stiglitz-Sen, de comprendre les interrelations entre les privations multiples. Ces indicateurs doivent être « conceptuellement scrutés » (Alkire, 2010), ce qui permettra en retour de mieux documenter les choix de pondérations dans l'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle.

Une façon de réconcilier ces deux approches serait de se demander dans quelle mesure les dépenses des ménages sont-elles un représentant adéquat des multiples privations. Un pas supplémentaire consisterait à se demander si c'est également le cas au niveau des individus.

Références bibliographiques

- Alkire S., 2011, « *Mesurer la pauvreté multidimensionnelle : les limites* ». *Revue d'économie du développement*, 25.
- Alkire S., Santos M.E., 2010, « *Acute Multidimensional Poverty: A New Index for Developing Countries* ». *Human Development*. (pp. 1-142).
- Banerjee A., Duflo E., 2007, « *The Economic lives of the Poor* ». *The Journal of Economic Perspectives*, 21(1), 141-168.
- Beaman L., Dillon A., 2012, « *Do household definitions matter in survey design? Results from a randomized survey experiment in Mali* ». *Journal of Development Economics*, 98(1), 124-135.
- Beegle K., Weerdt J.D., Friendman J., Gibson J., 2012, « *Methods of household consumption measurement through surveys: Experimental results from Tanzania* ». *Journal of Development Economics*, 98(1), 3-18.
- Castel R., 2003, « *L'insécurité sociale : qu'est-ce qu'être protégé ?* ». Paris. Édition du Seuil.
- Chen S., Ravallion M., 2008, « *The developing world is poorer than we thought, but no less successful in the fight against poverty* ». (pp. 1-44).
- Hadad L., Kanbur R., 1990, « *How serious is the neglect of intra-household inequality?* » *The Economic Journal*, 100(402), 866-881.
- Halbwachs, 1912, « *La Classe ouvrière et les niveaux de vie. Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines* ». Paris, Alcan.
- Henderson V., Storeygard A., Weil D., 2008, « *Measuring Economic Growth from Outer Space* ». (pp. 1-53).
- Hertrich V., 1997, « *Évolution et dynamique des groupes domestiques en pays Boo, au Mali* » dans Pilon M., Locoh T., Vignikin E., Vimard P., Ménages et familles en Afrique. Approche des dynamiques contemporaines. Paris. Ceped (15).
- Lazarsfeld, 1982, « *Les chômeurs de Marienthal* ». Paris. Éditions de Minuit. Première édition en 1932.
- Lokshin M., Umapathi N., Paternostro S., 2004, « *Robustness of subjective welfare analysis in a poor developing country: Madagascar* ». (pp. 1-29).
- Paugam S., 2005, « *Les formes élémentaires de la pauvreté* ». Paris. Presses Universitaires de France.
- Peatrick A.-M., 1997, « *Du ménage à l'unité domestique : un décalage fécond entre la démographie et l'ethnographie* » dans Pilon M., Locoh T., Vignikin E., Vimard P., Ménages et familles en Afrique. Approche des dynamiques contemporaines. Paris. Ceped (15).
- PNUD, 2010, « *Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement* ». (pp. 1-54).
- Pradhan M., Ravallion M., 2000, « *Measuring poverty using qualitative perceptions of consumption adequacy* ». *The Review of Economics and Statistics*, 82(3), 462-471.
- Ravallion M., 1991, « *Quantifying absolute poverty in the developing world* ». *Review of Income and Wealth*, 37(4) 345-361.
- Ravallion M., 2011, « *On Multidimensional Indices of Poverty* ». (pp. 1-20).
- Ravallion, M., Chen, S., 2009, « *Weakly Relative Poverty* ». (pp. 1-29).
- Ravallion M., Lokshin M., 2006, « *Testing poverty lines* ». *Review of Income and Wealth*, 52(3), 399-421.

Sanni M. A., 2011, « *La Polygamie au Bénin : Résistance au changement ou diversification des formes de conjugalité ?* ». (pp. 1-17).

Sen A., 1985, « *Commodities and Capabilities* ». Amsterdam: North-Holland.

Simmel, 2011, « *Les pauvres* ». Paris. Presses Universitaires de France. Première édition en 1907.

Stanovnik T., 2000, « *Perception of Poverty and Income Satisfaction: An Empirical Analysis of Slovene Households* ». *Journal of Economic Psychology*, 13, 57-69.

Stiglitz J., Sen A., 2009, « *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social* ». (pp. 1-234).

Young A., 2010, « *The African Growth Miracle* ». (pp. 1-64).